

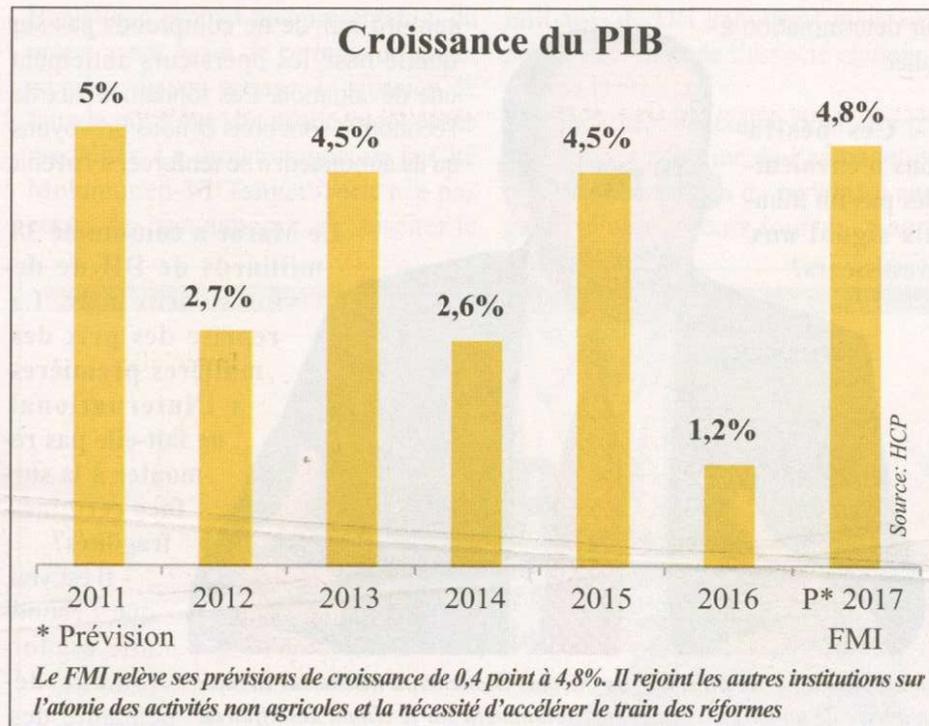
# L'exposition de l'économie est limitée



• Les stress tests ont démontré une certaine résistance, relève le FMI

• Le Fonds prévoit une croissance de 4,8% en 2017

LES autorités ont peut-être sous-estimé la forte sensibilité des Marocains à la monnaie. Les expériences douloureuses d'autres pays qui ont mené la réforme du régime de change dans des conditions difficiles ont contribué à accentuer la crainte des opérateurs. A supposer que les risques s'exacerbent avec un dirham plus volatil, «nulle part, nous ne voyons de grosses expositions aux risques de change dans l'économie marocaine. Tous les stress tests que nous avons menés ont démontré une résistance à d'éventuels chocs», révèle Nicolas Blancher. L'expert a dirigé une équipe du FMI pour la deuxième revue de l'accord au titre de la ligne de précaution et de liquidité (LPL). Le Maroc saura en août prochain s'il pourra accéder à la ligne de 3,42 milliards de dollars. Il s'agit d'une assurance contre les chocs extérieurs. Il y a souscrit pour la première fois en 2012 mais n'y a pas touché. Les récentes évolutions du commerce extérieur ont quelque peu remonté à la surface les fragilités de l'économie. La flambée de la facture énergétique et la forte hausse des importations de biens d'équipement - ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle - ont pesé sur les ré-



serve de changes. La spéculation sur le dirham aurait également contribué à la baisse importante du matelas de devises. Une chose est sûre, la pression sur les réserves de changes rappelle la nécessité d'accélérer un certain nombre de réformes, notamment pour soutenir les exportations.

Le FMI comme plusieurs autres organismes ont relevé leur prévision de croissance pour le Maroc en 2017. Le Fonds est même le plus optimiste du panel avec une hausse de 4,8% du PIB prévue cette année. Sur les cinq dernières années, les prévisions des équipes du Fonds ont été en moyenne un demi-point au-dessus des réalisations. Le rebond de la croissance attendue cette

année viendra essentiellement de la reprise du PIB agricole. Le diagnostic du FMI sur le comportement des activités non agricoles est identique à celui des autres institutions.

En ce sens, la plupart des conjoncturistes sont unanimes sur les réformes-clés à mener pour s'affranchir de la volatilité du PIB agricole. L'accent doit être mis sur l'éducation, le marché du travail ou encore le climat des affaires.

Le Fonds est favorable à toutes les réformes qui viendront soutenir l'initiative des PME. «Elles ne doivent pas se heurter à des barrières à l'entrée dans certains secteurs, à la limite à la concurrence. Le Conseil de la concurrence pourrait jouer un rôle important pour l'égalité des chances et favoriser l'initiative des PME», relèvent les experts du FMI. Par ailleurs, il faudra introduire plus de flexibilité sur le marché du travail. La réglementation peut être un obstacle important à la création d'emplois en particulier pour l'embauche des femmes et des jeunes. Instaurer des règles qui facilitent l'embauche et le licenciement permettrait de résorber quelque peu le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes. Mais attention à ne pas entraver les autres couches. □